

Décllic... et des claques !

NON A LA MONDIALISATION SAUVAGE !

IBM a annoncé à la pelle des projets d'externalisations d'emplois depuis le début 2016...

Plus de 500 personnes « éjectées » d'IBM, des licenciements secs envisagés pour la première fois chez IBM France et des dégradations significatives des conditions d'emploi et de rémunération des salariés. On peut craindre également pour l'avenir de nombreux sites IBM, en région notamment.

Le PSE (Plan de Suppression d'Emplois !) concernant exclusivement le service GTS-IS (production informatique pour les clients), va entraîner la quasi disparition des non-cadres chez IBM. À la suite de l'homologation *inattendue* du PSE par l'Inspection du Travail du 23 août 2016, le CCE et les syndicats ont décidé de déposer 2 requêtes auprès du Tribunal Administratif de Cergy. La première est un référé « suspension », dans le but d'arrêter le processus du PSE en l'état. La seconde est un recours administratif pour excès de pouvoir, afin d'obtenir son annulation. Nous entendons démontrer que les catégories des salariés touchées par les mesures de licenciement ne sont pas définies correctement. Ce qui biaise l'application des critères d'ordre des licenciements prévus par le code du travail.

La vente des secrétaires d'IBM France dans une filiale (une coquille vide) de MANPOWER.

Le référé demandant la suspension de ce plan se déroulera le 14 septembre à 14h auprès du TGI (Tribunal de Grande Instance) de Nanterre. Même si le vent de l'histoire est à la mondialisation et à l'économie libérale, les secrétaires ont montré qu'elles étaient autre chose que des « pov'files » comme ils disent !

Le transfert du Service Crédit-Bail d'IBM France dans une filiale

d'IBM Hollande (comme IBM France d'ailleurs !). Même si IBM essaie de gommer les différences des Conventions il reste le problème majeur de la pérennité de cette « société financière » adossée à un si petit capital, surtout que le marché du crédit-bail décroît à mesure que le Cloud se développe. Ce transfert va avoir un impact sur le bénéfice d'IBM France (8 à 18 M €/an) ce qui pourrait impacter la participation et l'emploi des IBMers. De plus c'est clairement une optimisation fiscale.



IBM met en place un dispositif de mobilité volontaire sécurisée (CCC),

ou comment partir pour libérer la place, pour les services STS, Marketing, Digital Sales, Ventes et Tech line. Ce dispositif permet à IBM d'échapper à ses obligations légales et surtout de gérer l'employabilité de ses salariés au rabais.

La vente à un acteur indien, HCL Technologies, des développeurs Rational.

IBM Canada, IBM UK, IBM USA, et IBM Inde, ont officiellement transféré leurs salariés chez HCL Technologies le 1er septembre, pour IBM France cela serait prévu au 1er janvier 2017. Mais rien n'est officiellement annoncé au CCE ... ne serait-ce pas un défaut institutionnel !?

Ces projets s'inscrivent dans le vaste plan de transformation d'IBM Monde qui veut célébrer les robots (voir Watson) et anéantir son personnel !

IBM se vante d'être un bon citoyen et un bon contributeur dans l'économie française... les actes prouvent le contraire ! En effet IBM France a placé ses excédents de trésorerie dans la Holding IBM hollandaise, au détriment des salariés et des investissements IBM France.

Les élus CFDT restent entièrement impliqués et actifs sur tous ces sujets, leur priorité étant la sauvegarde des emplois chez IBM France. Leur implication dans l'Intersyndicale est totale car c'est ensemble que nous obtiendrons le plus de résultats possibles.

Vincent ANDRIOT BCL 800493
Jérôme BAUDIN MLV 758065 06.85.03.33.90
Frédéric BILLON JPT 370106
Isabelle BOEDEC JPT 370110
François BON MLV 06.08.87.41.35
Dominique BROUCHET BCL 803101
Nathalie CHATELAIN BCL 801223

Dominique DE SANTA RITA BCL 801503
Marylène GEORGE-MARTIN JPT 371059
Mariame HÉDUY BCL 805116
Gabrielle KOVACS BCL 802550
Nicolas NADAL BCL 07.82.64.41.12
Christophe SALLÉ BCL 803908

LA GLOBALISATION

Dangereusement Simple - Simplement Dangereuse !

Au début des années 2000, IBM a commencé à vanter la globalisation pour « faire de l'argent », forçant les employés à appliquer la politique de la « Global Integrated Entreprise » et à convertir les clients au nouveau système de la délocalisation offshore massive. Ceux qui en pointaient les dangers, comme la CFDT IBM, étaient traités de retardés ne comprenant rien à l'économie.

Désormais le désastre de la mondialisation apparaît à tous, même les analystes néolibéraux anglo-saxons constatent le chômage, la dette, la misère croissante des peuples et des économies occidentales.

Le processus de mondialisation est pourtant simple à comprendre (ce qui rend peu excusable l'ignorance de nombreux politiciens).

Supposons qu'une entreprise (française, américaine ou anglaise, etc.) que nous appellerons « Abîme » fabrique un produit ou un service pour un coût de 350 €, le vende 400 € pour une marge de 50 €. Grâce à la mondialisation, l'entreprise peut faire fabriquer le produit ou service dans un pays à bas coût pour 50 €. La rentabilité est énorme (marge 350€ au lieu de 50€). Tant pis, si cela cause des transferts massifs d'emplois qualifiés de France vers les pays à bas coût. Mais l'entreprise ne se sent pas responsable de cette « externalité ».

Les concurrents d'Abîme s'y mettent petit à petit et donc les profits exceptionnels diminuent. Abîme doit donc délocaliser toujours plus pour maintenir les profits inouïs. Mais petit à petit les concurrents des pays à bas coût montent en savoir-faire et raflent de plus en plus d'activités sous-traitées, puis reprennent directement les marchés, ce qui aggrave encore plus les pertes d'emploi dans le pays ciblé. Si les salariés des pays à bas coût obtiennent quelques augmentations, elles restent limitées. Tant mieux pour eux, conviendrons-nous. Mais la mondialisation n'est pas conçue pour améliorer leur sort, car la majeure partie des profits sont en fait capturés par quelques hyper-riches.

Finalement, ceux qui perdent sont les salariés et les gouvernements nationaux (qui perdent d'importantes rentrées fiscales). **Le patrimoine mondial se concentre aux mains d'une petite élite fortunée** : les 1% les plus riches détiennent désormais 50% des richesses (source Oxfam), alors que les moins fortunés tombent dans la misère.

Cette situation nourrit les crises, au seul bénéfice de quelques-uns qui s'enrichissent sans aucun égard pour la survie des sociétés qui les ont nourris, éduqués.

Ibmers au bord de l'Abîme, c'est pour cela qu'on vous licencie ! Les retours de bâton vont être douloureux.

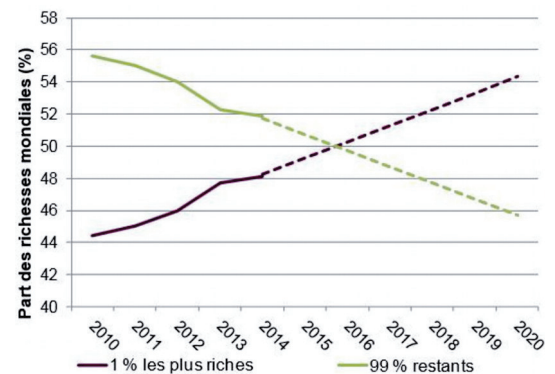
Voulant préserver le niveau de vie, les gouvernements et les citoyens s'endettent de plus en plus, vivant au-dessus de leurs moyens ce qui nécessite de baisser de plus en plus les avantages sociaux (d'où la réduction de Sécurité Sociale, la fermeture de services publics, la loi El Khomry etc.).

Les politiciens traditionnels ignorent l'appauvrissement de la classe moyenne et cela nourrit les politiciens dits 'populistes' et le développement du protectionnisme (par ex. Donald Trump aux USA, pays où il y a 80 % de précaires et 50 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté).

« We are going to get Apple to build their computers and things in this country instead of in other countries », Donald Trump, Republican Presidential Candidate, 2016, USA

« Ordinary working class family life is much harder than many people in Westminster realize », Theresa May, British Prime Minister, 2016, UK.

(cf. la suite sur le site WEB)



Pour Adhérer à la CFDT,
Envoyer un mail à l'adresse suivante : Nicolas Nadal (nnadal@fr.ibm.com) en mettant « personnel » dans le titre
Soyez assurés de toute confidentialité.
Merci de votre confiance.

Cfdt:

